

Paris, nuit du dimanche 20 au lundi 21 mars

Lettre n°1245

STAT

Monsieur,

Sur le plan international, le week-end a été calme. On n'a guère enregistré, comme événements importants, que la conclusion d'un armistice israélo-libanais, qui sera signé mercredi et la modification monétaire de la zone occidentale berlinoise. Le reste est brouillies : note soviétique au Général Robertson au sujet des biens russes volés par les Allemands; accusations portées contre Tito par des Yougoslaves anti-titistes réfugiés en Tchécoslovaquie; rapports peu amènes entre Varsovie et Belgrade; remaniement ministériel en Bosnie.

A signaler cependant la crainte visiblement éprouvée par l'Iran d'une réaction soviétique à la publication du Pacte de l'Atlantique. A signaler encore l'article inséré par "l'Observer", selon lequel le changement de poste de Molotov serait bel et bien une disgrâce.

Sur le plan intérieur, tout est évidemment suspendu aujourd'hui aux élections cantonales. Le dépouillement s'effectue avec une effroyable lenteur, pour laquelle la transmission n'a rien à lui envier. A deux heures du matin, le Ministère de l'Intérieur publie une statistique portant sur 168 Cantons (on a voté dans 1509 cantons). C'est peu, et l'on ne sait pas encore comment ces 168 cantons ont été choisis. Néanmoins, les résultats très fragmentaires vérifient le pronostic général d'un glissement à droite et d'un échec communiste, en sièges sinon en voix. C'est ainsi que, pour ces 168 cantons, sur 795.471 électeurs inscrits, 556.102 seulement ont voté : 99.231 pour les candidats communistes et 79.973 pour les candidats socialistes. Mais, alors que la SFIO s'adjuge 18 sièges avec 80000 électeurs, les communistes n'en reçoivent aucun avec 100.000. J'espère bien recevoir une statistique beaucoup plus étendue avant de clore cette lettre; aussi ne vous transmet-je point les chiffres détaillés des 168 cantons, dans lesquels 30 % des électeurs se sont abstenus, cependant que 123.000 environ votaient RPF et que - le ministère de l'Intérieur n'a pas manqué de le faire remarquer - les partis autres que le parti communiste et le RPF détiennent 58,5 % des suffrages exprimés. Ce pourcentage tombera d'ailleurs, comme vous le verrez d'autre part, à 53,3 dans la statistique suivante qui porte sur 407 cantons.

Mais le Ministère de l'Intérieur est terriblement en retard dans son dépouillement. Voici une statistique qui ne porte que sur les sièges, mais qui a l'avantage d'être beaucoup plus avancée. Sur 346 élus, on compte

Communistes	4	R.P.F.	51
S.F.I.O.	52	RGR (présentés par le RPF)	3
Radio-Socialistes	59	Indép. (d°)	10
R.G.R.	5	Rad. Social. (d°)	4
Rad. Indépendants	7	Rép. Indép. (d°)	8
Républicains Indépendants..	59	Rad. Indép. (d°)	1
U.D.S.R.	2	P.R.L. (d°)	8
M.R.P.	15	soit au total pour le R.P.F. 85	
Socialistes indépendants...	5	U.D.I.	1
P.R.L.	11	Divers	34
		U.R.D.	2

A tout prendre, et bien que les résultats soient encore très partiels, il apparaît assez nettement, à 4 heures du matin, que le R.P.F. se classe en tête, tant par le nombre des élus que par celui des suffrages. Toutefois, nous sommes loin des 40 % des voix qu'il espérait et il semble même que le

pourcentage obtenu soit inférieur à celui qu'il a recueilli lors d'élections précédentes. Les Radicaux se maintiennent; les SFIO sont en régression; le MRP également. Le parti le plus important reste encore, en France, celui des abstentionnistes.

STATISTIQUE OFFICIELLE SUR 407 CANTONS

				Inscrits	2.413.672
				Votants	1.662.802
				Exprimés	1.603.777
COMMUNISTES	pour 392 candidats présentés			331.867	voix
REP. PROGRESSISTES..					
& P.S.U.	17	-	-	11.540	-
S.F.I.O.	242	-	-	252.272	-
SOC. INDEPEND.)					
REP. SOC.) ..	57	-	-	53.911	-
INDEP. GAUCHE)					
RADICAUX SOCIAL.....	141	-	-	180.216	-
U.D.S.R.	7	-	-	8.738	-
Autres R.G.R.	19	-	-	20.103	-
M.R.P.	87	-	-	107.431	-
REP. INDEP.	166	-	-	236.948	-
P.R.L.	22	-	-	60.262	-
INDEP. DROITE	62	-	-	87.083	-
R.P.F.	207	-	-	253.604	-

Mais, au total, en comptant les voix qui se sont portées sur les candidats d'autres partis et présentés par le RPF, celui-ci recueille 417.442 voix, soit 26,02 % des suffrages exprimés, alors que les Communistes et apparentés en recueillent 343.407, soit 20,65 % des voix exprimées.

En sièges, cette statistique, sur 407 cantons, s'établit ainsi :

Les COMMUNISTES, qui comptaient 39 sortants, ont, au 1 ^{er} tour :	5 élus
REPUBLICAINS PROGRESSISTES	5
S.F.I.O.	108
SOC. INDEPEND.	25
RADICAUX SOCIALISTES	80
U.D.S.R.	3
AUTRES R.G.R.	5
M.R.P.	22
REP. INDEP.	65
P.R.L.	15
INDEPEND. DE DROITE	19
R.P.F.	22
	20 élus.-

En ballottage : 197 sièges sur 407 .

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma parfaite considération.

paul dehème

E N V R A C

----- Les automobiles seront en vente libre le 1^{er} avril et les engrais le 1^{er} mai. Le groupement national d'achat du café et celui du riz sont prolongés jusqu'au 31 décembre 1949; celui du cacao jusqu'au 30 juin 1949 et celui des produits laitiers jusqu'au 31 août.

----- Le J.O. publie un avis de l'Office des Changes déterminant la nouvelle monnaie de la Cote française des Somalis.

----- Des pourparlers s'ouvriront prochainement entre la SOCONY VACUUM et le gouvernement Turc en vue d'étudier les possibilités d'une exploitation commune américano-turque des ressources pétrolifères des régions d'Adana et de Ramandag.

----- Queuille dément qu'il ait l'intention de remanier son gouvernement.

----- Les économistes grecs insistent en faveur d'une réévaluation de la Livre et du franc français sur la base d'une prime de 100 %;

----- Conformément aux demandes des importateurs Français et des exportateurs portugais les contingents de vins de Porto prévus pour le 3^{er} trimestre sont bloqués.

SELON L' "OBSERVER" MOLOTOV SERAIT EN DISGRACE

I2 5 20/21.3.49

" Dans les milieux officiels communistes des pays de l'Europe orientale on ne pense pas que Molotov ait été relevé de ses fonctions pour travailler plus étroitement avec Staline, mais on estime au contraire que l'ancien ministre des Affaires Etrangères soviétique est maintenant en disgrâce", écrit le journal britannique "Observer".

Citant "des milieux proches d'un gouvernement de l'Est européen", le journal affirme "qu'à partir de 1947 et pendant toute l'année 1948, des divergences d'opinions ont régné au sein du Politburo touchant l'attitude à adopter à l'égard des pays de l'ouest". "Un groupe dirigé par Molotov estimait que les Américains allaient inévitablement à une crise économique, que le Plan Marshall ne pourrait jamais être établi, que l'Amérique n'oserait pas s'engager vis-à-vis des pays européens et que par conséquent l'URSS pouvait poursuivre sa politique expansionniste". Toujours selon la même source, "l'autre groupe, ayant à sa tête Staline, était d'avis de consolider les positions acquises jusqu'ici et de limiter à ces acquisitions les conquêtes de la Russie. Les échecs diplomatiques de M. Molotov ont donc établi que ce dernier avait tort et ont amené sa disgrâce".

" Dans les capitales d'Europe orientale, conclut le journal, on s'attend que la diplomatie soviétique tentera une offensive de paix en vue de parvenir à un accord temporaire avec les puissances occidentales. Ce répit laisserait à Staline les mains libres dans l'Europe de l'Est et lui permettrait d'y consolider ses positions".

STATISTIQUE OFFICIELLE SUR 687 CANTONS

Inscrits : 4.210.107	Votants : 2.910.455	Exprimés : 2.810.294
COMMUNISTES pour	669 candidats présentés	600.873 voix
REP. PROGRESSISTES & PSU	37	18.764
S.F.I.O.	429	495.110
SOC. INDEPEND.		
REP. SOC.	97	95.816
INDEPEND. DE GAUCHE		
RADICAUX SOCIALISTES	228	293.135
U.D.S.R.	13	16.544
AUTRES R.G.R.	36	42.263
M.R.P.	166	207.219
REP. IND. & RAD. IND.	250	366.473
P.R.L.	32	83.918
INDEP. DE DROITE	105	156.846
R.P.F.	366	433.338

Le total des candidats RPF purs et RPF bigames est de 515, qui recueillent 691.169 voix; soit 16,4 % des électeurs inscrits et 24,59 % des suffrages exprimés.

Le total des voix communistes et apparentées est de 619.637, soit 14,6 % des inscrits et 22,05 % des suffrages exprimés.

Les autres partis, qui ne sont appuyés, ni par le RPF, ni par les communistes, enlèvent 53,3 % des suffrages exprimés.

On pouvait penser, lors des élections américaines, que la majorité démocrate du Congrès assurerait la mise en oeuvre rapide de la politique du Président et qu'elle serait le gage d'une collaboration aisée et efficace entre la Maison Blanche et le Capitole. Ainsi que nous le faisons prévoir au mois de janvier, ces espoirs ne se sont pas pleinement réalisés. Le programme libéral du président était trop vaste, ses ambitions trop variées, son désir d'action trop poussé pour qu'ils ne suscitent pas la méfiance, voire l'hostilité des Sénateurs et Représentants, parmi lesquels se sont toujours dessinées des tendances profondément divergentes.

Si nous passons en revue rapidement les principaux sujets de conflits qui opposent actuellement le Congrès au Président des USA, nous devons aborder les domaines les plus variés de la politique économique et de la politique étrangère. La raison fondamentale de la lenteur des réformes est l'hostilité des démocrates du Sud au programme "libéral" de Truman. Ceux-ci ne veulent pas entendre parler de la loi anti-lynch, de l'égalité des noirs, de suppression des restrictions "de couleur" et leur attitude est dictée par ces considérations raciales qui menacent tout l'édifice social du "New Deal".

Sur ce terrain, l'Administration démocrate vient d'essuyer des échecs cuisants. Aux Démocrates du Sud se sont liés les Républicains de Vandenberg et c'est par 46 voix contre 41 qu'ils ont empêché que fût imposée par le Congrès une procédure d'urgence interdisant la "flibuste", vieille tradition parlementaire permettant à un groupe de ne pas arrêter de parler et d'empêcher ainsi tous progrès législatifs.

Le président Truman se voit donc obligé de composer avec ses adversaires les plus acharnés et il n'est pas douteux que cette solution le contrainne à céder sur de nombreux points. On se rappelle que le programme libéral énoncé par le président comportait l'augmentation du salaire horaire minimum légal, une extension du champ d'application des assurances sociales, l'institution de l'assurance contre les maladies, une assistance financière du Gouvernement Fédéral aux établissements d'enseignement public, l'entreprise de grands travaux et la création d'institutions du genre de la Tennessee Valley Authority pour les bassins de la Columbia River et du Missouri.

En ce qui concerne l'assurance contre les maladies, les Républicains se préparent à proposer un programme différent de celui de l'Administration; il consisterait essentiellement en une aide financière du Gouvernement Fédéral à l'Administration des Etats qui devraient adopter des mesures destinées à faciliter l'assurance contre les maladies. Mais ces plans n'auraient aucun caractère obligatoire et chacun demeurerait libre d'y participer ou non. Entre temps, une association de médecins, l'"American Medical Association" a proposé la constitution d'un Ministère de la Santé Publique et d'un vaste programme d'assistance médicale dont les termes sont d'ailleurs assez vagues, mais qui imposerait une charge considérable au budget fédéral. Il ne s'agirait en réalité que d'une manoeuvre destinée à torpiller le projet de l'Administration.

Entre temps, M. Rankin, Représentant du Mississippi et réactionnaire notoire, a présenté un projet de loi comportant le paiement d'une indemnité mensuelle de \$ 90 à tous les anciens combattants de la première guerre. Le Président a pris ouvertement parti contre cette proposition démagogique, qui n'en cause pas moins beaucoup d'agitation au Congrès. Elle a, en tout cas, pour effet de créer de la confusion et de retarder davantage l'examen des mesures d'assistance générale réclamées par l'Administration. Pour les projets de grands travaux, les discussions ont commencé, mais même la demande de crédits supplémentaires destinés à la construction d'une usine thermique présentée par la Tennessee Valley Authority a soulevé des difficultés considérables en raison de l'opposition des industriels et des tenants de la libre entreprise.

Il en sera de même vraisemblablement pour la Columbia River, mais se dont l'importance stratégique est telle qu'on peut supposer que les obstacles théoriques seront surmontés en raison de considérations militaires.

Enfin, et c'est le point le plus important, la loi Taft Hartley, qui avait valu au président Truman les suffrages de tous les milieux ouvriers et que la Maison Blanche avait offert à la vindicte des représentants démocrates ne semble pas devoir être aussi rapidement abolie qu'on le pense. Certains estiment que, parmi les clauses de cette loi, se trouvaient des germes de paix

(situation intérieure USA)

sociale, d'autres demandent qu'elle soit révisée en même temps que la loi Wagner et que celle-ci ne lui soit pas substituée immédiatement.

Alors qu'à mois de novembre personne n'aurait pensé que le Congrès pourrait siéger deux mois sans avoir commencé la réforme de la loi, il semble que de nombreuses semaines se passeront encore avant que "cette mesure scélérate" soit abrogée. La grève des fossoyeurs à New York, qui a soulevé l'opinion catholique, celle plus récente de John Lewis que rien ne justifie si ce n'est l'obligation morale qu'il s'est imposée voici quatre ans de fonder une grève des charbonniers tous les printemps, incitent l'opinion, même la plus sympathique aux syndicats, à considérer d'un oeil moins sévère une loi qui pourrait gêner des leaders ouvriers trop ambitieux dans leur politique dénagogique.

N'ayant pu élaborer un programme constructif, les républicains attendent plus d'une perte de popularité des démocrates que d'un regain de faveur de leur propre parti. Leur jeu consiste donc à mettre le plus d'obstacles possible à la politique du président, qui apparaîtrait incapable de tenir les promesses faites pendant sa campagne électorale.

Du point de vue strictement économique maintenant, il convient de se souvenir que le président avait présenté un programme de lutte contre l'inflation comportant 8 points essentiels, parmi lesquels le maintien du contrôle du crédit des exportations, des loyers, des moyens de transport, ainsi que l'octroi d'un droit de répartition des produits rares et d'un nouveau contrôle des prix et des salaires. Depuis le mois de décembre, les prix n'ont pas arrêté de baisser, le crédit de se rétrécir et à la lutte contre l'inflation certains voudraient voir maintenant succéder une campagne pour développer le chiffre d'affaires des petites et moyennes entreprises qui se trouvent parfois dans une position assez critique.

Tout ce débat reprend au fond les vieilles querelles qui opposaient partisans de la libre entreprise traditionnelle aux Etats-Unis et les interventionnistes, disciples plus ou moins avoués du président Roosevelt. Le président et ses conseillers économiques estiment pour leur part que le danger d'inflation existe, mais tel n'est pas le point de vue des républicains et des milieux d'affaires en général qui trouvent dans la situation actuelle de nouveaux arguments pour s'opposer à l'octroi à l'Administration de pouvoirs qu'ils s'étaient déjà obstinément refusés à lui donner il y a un an. La plupart des observateurs s'accordent à penser que le président aura les plus grandes difficultés à obtenir satisfaction à ces demandes.

La baisse des prix a renforcé la position des adversaires d'une augmentation des charges fiscales. On sait que le Président, dans son message accompagnant le Budget, avait demandé un relèvement des impôts afin d'apporter au Trésor des rentrées supplémentaires de l'ordre de 4 milliards de \$. Il a réitéré cette demande il y a quelques jours encore. Mais il est certain qu'elle rencontrera plus que jamais l'opposition des milieux d'affaires qui soutiennent que cette ponction opérée sur le revenu du pays risquerait d'accentuer la déflation dont ils disent discerner les premiers symptômes et de précipiter une crise. Le Sénateur George, président de la Commission des Finances, a déclaré qu'à son avis l'équilibre du Budget devait être plutôt recherché dans la compression des dépenses.

En ce qui concerne la politique extérieure, la collaboration entre l'Administration et le Congrès a marqué des succès beaucoup plus importants, il n'est pas douteux que le Pacte de l'Atlantique, malgré l'opposition de certains sénateurs, puisse finalement être adopté par la Chambre Haute et qu'ainsi le président Truman aura réussi ce que nul autre chef d'Etat américain n'avait pu faire jusqu'à présent. On peut penser également qu'il parviendra à faire passer une loi de "lend lease" autorisant l'envoi d'armes à l'Europe et que la doctrine Truman va continuer à s'appliquer dans le monde entier.

Mais ces résultats sont dûs autant à la situation générale qu'à l'obstination du président. Dès que la pression des événements extérieurs cesse de se manifester, les Sénateurs retrouvent leurs traditions rétrogrades. Soucieux de se ménager les voix des électeurs qu'ils retrouveront en 1950, les Représentants vont pratiquer un tri sévère dans le plan proposé par le président, tri toujours dicté par la prudence et la crainte des électeurs.